

NON à l'extension de la libre circulation des personnes

Le Conseil fédéral ne tient pas ses promesses

Avant la votation sur les Bilatérales I, il affirmait que le peuple avait 7 ans pour observer les conséquences de la libre circulation des personnes et qu'après, un second référendum serait possible.

Aujourd'hui, il veut étendre la libre circulation aux nouveaux Etats membres sans attendre de l'avoir testée. Le Bureau de l'Intégration reconnaît qu'«il n'existe pas d'étude sur la question».

Commentaire: La phase initiale de la libre circulation pour les résidents de l'UE n'a commencé que le 1^{er} juin 2004. Les Bilatérales I ont été acceptées sur la foi d'une information délibérément erronée du Conseil fédéral. C'est là une raison de plus pour soutenir l'initiative populaire fédérale «Souveraineté du peuple sans propagande gouvernementale».



Le seul objectif de la libre circulation des personnes est de fournir de la main-d'œuvre bon marché à l'économie suisse

Selon le Bureau de l'Intégration, «grâce à l'extension de l'accord sur la libre circulation des personnes, l'économie suisse verra son potentiel de recrutement de main-d'œuvre qualifiée s'agrandir».

Commentaire: L'augmentation du chômage en Suisse est programmée.

Les contingents de séjours de longue durée ont déjà été complètement sollicités par les ressortissants de l'Europe des 15

Selon le Bureau de l'Intégration, «les nombres maximums réservés aux séjours durables (15 000 par année) ont été, comme prévu, fortement sollicités au cours des deux premières années. Ils étaient épuisés peu avant l'échéance annuelle.»

Commentaire: Dans quelques années, les contingents vont être supprimés et la circulation des personnes entre l'UE et la Suisse sera totale.

La comparaison avec les migrations au sein de l'UE est boiteuse

Selon le Bureau de l'Intégration, «l'introduction de la libre circulation des personnes en Europe n'a pas provoqué de mouvements migratoires importants entre les pays pratiquant des salaires bas et ceux à haut niveau salarial.»

Commentaire: Le Bureau de l'Intégration nous dissimule la différence importante entre les taux de chômage en Suisse et ceux de la presque totalité des pays de l'UE.

Les mesures d'accompagnement sont d'une efficacité douteuse

Selon le Conseil fédéral, «à ce stade, l'effet des mesures d'accompagnement sur la protection des travailleurs indigènes et le fonctionnement du marché du travail n'est pas évaluable. L'expérience est trop courte».

Les syndicats s'inquiètent à juste titre du manque de contrôle des emplois.

Selon Cécile Bühlmann, conseillère nationale écologiste, «en mai de cette année, la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'Europe des 15 a subi une première mise à l'épreuve et elle ne s'en est pas très bien tirée. On observe l'existence d'un dumping salarial; les normes en vigueur sur le marché du travail ne sont pas respectées. La liste des infractions est longue et inquiétante.»

Commentaire: L'augmentation prévue du nombre des inspecteurs entraîne avant tout des coûts supplémentaires pour les cantons et les communes (14 millions de francs par année selon le Conseil fédéral). Il existe déjà une *loi sur les travailleurs détachés*, mais elle est peu efficace.

Entourloupe de la propagande du Palais fédéral

Malgré tout, l'exécutif, le Parlement et les chefs syndicaux présentent aux travailleurs les mesures d'accompagnement comme un antidote à l'arrivée massive sur le marché d'une main-d'œuvre bon marché et au risque d'une baisse des salaires et d'une augmentation du chômage en Suisse. C'est avec des entourloupes de ce genre que les propagandistes du gouvernement fédéral ont déjà imposé les Bilatérales I.

Question: Que font les responsables syndicaux? Pourquoi n'ont-ils pas consulté leur base pour savoir si elle souhaitait recourir au référendum contre cet accord?

NON à l'accord Schengen/Dublin

Les Chambres ont accepté les Bilatérales II sans les avoir lues

«Pressés par le temps, nous ne pouvons guère évaluer les avantages et les inconvénients de cet accord. J'ai reçu le message de 600 pages du Conseil fédéral il y a deux semaines. Un délai aussi court pour une question aussi importante me paraît inacceptable.» (Hans Hofmann, conseiller aux Etats)

Adhérer à l'UE le plus vite possible

Le *Nouveau mouvement européen suisse* est d'avis que l'accord Schengen/Dublin représente le pas le plus important qui ait été fait jusqu'ici en direction de l'UE.

«L'accord Schengen est une étape très importante de l'intégration à l'UE et il devrait être traité comme tel.» (Konrad Hummler, banquier privé et membre du conseil d'administration de la NZZ)

Perte considérable de souveraineté

«Schengen va entraîner pour nous une perte de souveraineté. Certes, nous avons la possibilité de nous désengager. Mais croyez-vous le Conseil fédéral, vous croyez-vous capables de le faire? Moi pas. En effet, quiconque est favorable à l'adhésion à l'UE ne reculera jamais.» (Carlo Schmid, conseiller aux Etats)

Schengen ne vous apportera pas plus de sécurité

Selon le Conseil fédéral, «au fil du temps, la coopération fondée sur Schengen s'est développée pour devenir un instrument efficace de lutte contre la criminalité transfrontalière».

«Combien d'opérations contre la criminalité internationale la Suisse a-t-elle manquées jusqu'ici sans Schengen? Quel territoire est le plus sûr, l'espace Schengen ou la Suisse?», demande K. Hummler (NZZ).

Des compétences des polices cantonales sont en péril

«Schengen entraînerait sans aucun doute un transfert de compétences en direction de Berne car la collaboration en cas de recherches internationales exige des opérations de grande envergure qui ne peuvent pas s'arrêter aux frontières cantonales. Une telle police est-elle encore proche du citoyen?» (K. Hummler)

Les Bilatérales II ne sauvent pas le secret bancaire

«Force est de constater qu'avec cet accord, le principe de la loi suisse sur l'entraide judiciaire selon lequel notre pays n'accorde aucune assistance juridique en cas de fraude fiscale ne peut pas être maintenu. Aussi bien l'accord sur la fraude que celui sur Schengen nous obligeront à nous en écarter dans nos rapports avec les Etats de l'UE.» (Eugen David, conseiller aux Etats)

Voulons-nous un droit étranger, des juges étrangers?

Le commissaire européen Günter Verheugen a déclaré: «Les accords bilatéraux que nous avons conclus avec la Suisse ont pour conséquence que la Suisse doit accepter dans de nombreux domaines politiques des décisions de Bruxelles sur lesquelles elle n'a pu avoir aucune influence.»

A qui profitent les Bilatérales II?

«Nous sommes entrés dans une ère nouvelle. Maintenant, les Européens attendent davantage de la Suisse et l'on est peu disposé à accepter qu'elle veuille prendre ce qui l'arrange et refuser ce qui n'est pas avantageux pour elle. Cela n'est plus possible au vu des problèmes que nous rencontrons en Europe dans la lutte contre le terrorisme, contre la fraude fiscale et aussi, tout simplement, dans les finances publiques.»



Comité fédéral pour une Suisse souveraine, neutre et démocratique

Case postale 2959, 8033 Zurich, Tél.: 044 350 72 75 - Fax: 044 350 72 76

www.discours-libre.ch